Réflexions sur le mouvement social européen

mercredi 24 octobre 2012, par MASSIAH Gustave (Date de rédaction antérieure : 15 octobre 2012).

Sommaire

- Les horizons du mouvement
- L'évolution des mouvements
- Les mouvements sociaux confron
- La situation européenne
- Les défis des mouvements (...)

Depuis plusieurs années nous sommes confrontés à la nécessité et aux difficultés de construire un mouvement social européen. Les Forums sociaux européens ont correspondu un temps à cette dynamique. Mais, il faut admettre que cette dynamique s'est enrayée et cela, au-delà des formes d'organisation de ces forums, du fait de l'évolution de la situation de l'Europe et en Europe. En novembre 2012, la rencontre de Florence+10 explorera de nouvelles hypothèses à partir de la confrontation des réseaux européens engagés dans le processus des forums sociaux, de la « Joint social conference » et de la proposition d'un Altersummit.

Dans cette perspective, interrogeons-nous sur ce qui s'oppose à l'unité d'un mouvement social européen orienté vers la justice sociale et la lutte contre les inégalités, la défense des libertés et des droits, le respect de l'écosystème planétaire et de l'environnement, la contribution de l'Europe à un monde plus juste et à la paix dans le monde.

Les horizons du mouvement social européen

De ce point de vue, l'unité du mouvement social européen dépend de l'horizon que l'on se donne. A court terme, cette unité peut s'appuyer sur la solidarité entre les résistances, particulièrement contre les politiques d'austérité et leurs conséquences dramatiques pour les couches populaires et pour les libertés. A long terme, l'unité peut s'appuyer sur la proposition d'une transition sociale, écologique et démocratique qui se donne pour objectif le dépassement du capitalisme. Cette perspective a été explicitée dans la confrontation qui a marqué la Conférence de Rio+20. Dans cette conférence, trois options se sont dégagées : le renforcement sous d'autres formes de la dictature financière et l'inclusion de la nature dans les circuits financiers ; un réaménagement du capitalisme fondé sur une régulation publique et une modernisation sociale ; une rupture ouvrant sur une transition écologique, sociale et démocratique.

La première vision correspond à une conception de l'économie verte financiarisée. Dans cette vision, la sortie de la crise passe par l'élargissement du marché mondial, par le « marché illimité » nécessaire à la croissance. Elle propose d'élargir le marché mondial, qualifié de marché vert, par la financiarisation de la Nature, la marchandisation du vivant et la généralisation des privatisations. La gestion de la Nature est confiée aux grandes entreprises multinationales, financiarisées. C'est une extension de la logique néolibérale, celle d'un capitalisme dérégulé qui a conduit à la catastrophe que nous vivons. Et qu'il faudra imposer au mépris des libertés démocratiques. Il s'agit de limiter les droits fondamentaux qui pourraient affaiblir la prééminence des marchés.

La deuxième conception est celle du Green New Deal, défendue par Joseph Stiglitz, Paul Krugman et Amartya Sen. C'est un réaménagement en profondeur du capitalisme qui inclut une régulation publique et une redistribution des revenus. Elle est peu audible car elle implique un affrontement avec la logique dominante, celle du marché mondial des capitaux, qui refuse les références keynésiennes et qui n'est pas prêt à accepter qu'une quelconque inflation vienne diminuer la revalorisation des profits. La situation nous rappelle que le New Deal adopté en 1933 n'a été appliqué avec succès qu'en 1945, après la deuxième guerre mondiale

La troisième conception est celle des mouvements sociaux et citoyens qui a été explicitée dans le processus des FSM. Les mouvements sociaux ne sont pas indifférents aux améliorations en termes d'emploi et de pouvoir d'achat que pourrait apporter le Green New Deal. Mais ils constatent l'impossibilité de les concrétiser dans les rapports de forces actuels. Ils considèrent que la croissance productiviste correspondant à un capitalisme, même régulé, n'échappe pas aux limites de l'écosystème planétaire et n'est pas viable.

Ils préconisent une rupture, celle de la transition sociale, écologique et démocratique. Ils mettent en avant de nouvelles conceptions, de nouvelles manières de produire et de consommer. Citons : les biens communs et les nouvelles formes de propriété, le contrôle de la finance, le buen-vivir et la prospérité sans croissance, la réinvention de la démocratie, les responsabilités communes et différenciées, les services publics fondés sur les droits et la gratuité. Il s'agit de fonder l'organisation des sociétés et du monde sur l'accès aux droits pour tous. Cette rupture est engagée dès aujourd'hui à travers les luttes, car la créativité naît des résistances, et des pratiques concrètes d'émancipation qui, du niveau local au niveau global, préfigurent les alternatives.

Les situations seront caractérisées par des articulations spécifiques entre ces trois logiques. Dans beaucoup de cas, le refus de la logique dominante de la financiarisation et de ses conséquences pourrait conduire à une alliance entre ceux qui soutiendraient l'option de la modernisation et les mouvements qui s'inscrivent dans la transition. Une telle alliance n'empêcherait pas la poursuite de la confrontation sur les objectifs et les perspectives de dépassement du capitalisme.

C'est dans le moyen terme, que l'unité du mouvement social européen est la plus difficile. Cet horizon est celui de la définition d'une stratégie, de l'articulation entre les réponses à l'urgence et les perspectives de transformation sociale structurelle.

L'évolution des mouvements sociaux et citoyens

Le processus des forums sociaux mondiaux est toujours d'actualité. L'orientation stratégique alternative, celle de l'accès aux droits pour tous et de l'égalité des droits, du local au planétaire, est confirmée. Et les mesures immédiates recherchées concernent toujours les conséquences de la crise sur les conditions de vie des couches populaires.

Les résistances des peuples ont accentué la crise du néolibéralisme. L'épuisement du néolibéralisme ne signifie pas pour autant le dépassement du capitalisme. Il ouvre une période de crise structurelle qui articule quatre dimensions : économiques et sociales, géopolitiques, idéologiques, écologiques. Les mouvements sociaux et citoyens permettent de penser cette crise. Ils sont confrontés à deux questions qui doivent amener le processus des forums sociaux à se renouveler. Le premier concerne la jonction avec les nouveaux mouvements ; la seconde concerne l'évolution de la situation des mouvements dans les différentes régions du monde.

Les nouveaux mouvements se sont développés, depuis 2008, en Tunisie et en Egypte ; en Espagne, au Portugal et en Grèce avec les « indignés » ; aux Etats-Unis et ailleurs avec les « occupy » ; au

Chili, en Colombie, au Québec, au Sénégal, en Croatie avec les mouvements des « nouvelles générations » qui souvent liés à la faillite du système éducatif mondial. Ces nouveaux mouvements sociaux ont leur dynamique propre. Les jonctions avec les mouvements plus anciens de l'altermondialisme existent mais elles sont diffuses. D'autant qu'aucun des deux ensembles n'est homogène et qu'ils n'ont, ni l'un, ni l'autre, de formes de représentation permettant des discussions formelles.

Les premières jonctions tiennent à la nature des mots d'ordre explicités depuis Tunis et Le Caire et complétés par les autres mouvements. Il s'agit d'abord du refus de la misère sociale et des inégalités, du respect des libertés, du rejet des formes de domination. D'un mouvement à l'autre, il y a eu des affinements sur la dénonciation de la corruption et la désignation du « 1% des plus riches et des plus puissants » ; sur la revendication d'une « démocratie réelle » et le rejet de la fusion entre les classes financières et politiques ; sur les contraintes écologiques de l'accaparement des terres et des matières premières à l'environnement. Au-delà des différenciations politiques et culturelles propres à chacun des deux ensembles, il y a des tendances spécifiques qui pourront se renforcer ou se contredire. Les nouveaux mouvements insistent plus sur les libertés individuelles par rapport à la revendication de justice sociale et d'égalité ; sur des approches « libertariennes » par rapport à l'affirmation de la régulation par la puissance publique ; sur des actions spectaculaires par rapport à l'action collective dans la durée.

Les jonctions sont aussi présentes dans les tentatives, toujours difficiles, de construction d'une nouvelle culture politique. Il y a un fond commun entre le choix de l'horizontalité, l'affirmation de la diversité, la primauté donnée aux activités autogérées. Il reste de fortes spécificités sur la nature de l'espace public, territorial ou virtuel ; sur le rapport entre engagement individuel et collectif ; sur les limites des délégations et la nécessité de coordinations ; sur les modes d'organisation des mouvements ; sur les formes du rapport au politique. L'hypothèse de travail est que les deux ensembles de mouvements vont participer à la mutation qui aboutira à la naissance des mouvements de la nouvelle période, à celle qui succèdera à la crise du néolibéralisme dont les issues ne sont pas encore déterminées. Les mouvements plus anciens de l'altermondialisme devront tirer les leçons de leurs avancées et de leurs limites. Et, comme le dit si bien Esther Vivas pour les nouveaux mouvements : *« c'est un prologue ».*

Les mouvements sociaux confrontés à la différenciation des situations

Dans la crise, la bourgeoisie financière reste encore au pouvoir et la logique dominante reste celle de la financiarisation. Mais la mondialisation est en train d'évoluer et ses contradictions augmentent. Elle se traduit par une différenciation des situations suivant les régions du monde, une sorte de dérive des continents. Chaque grande région évolue avec des dynamiques propres et l'évolution des mouvements sociaux tient compte des nouvelles situations. Cette évolution modifie les conditions de la convergence des mouvements telle qu'elle s'était construite dans le processus des forums sociaux mondiaux.

En Amérique Latine, des régimes *desarrollistas* ou développementalistes, mettent en place des politiques post-néolibérales. Des politiques qui ne sont pas anticapitaliste et qui combinent des gages au marché mondial des capitaux et des politiques sociales avec des redistributions. Elles ont pour conséquence une forme de banalisation de l'altermondialisme et une fragmentation des mouvements sociaux.

En Asie, des alliances combinent des bourgeoisies étatiques, nationales et mondialisées. Comme en Amérique Latine, se pose la question sur le rôle des mouvements sociaux des nouvelles puissances

qu’on appelle faute de mieux « pays émergents ». Dans ces deux régions, le mouvement social s’organise autour des travailleurs en lutte pour leurs droits et leurs salaires, et qui passent des alliances larges avec la bourgeoisie étatique, d’autant que cette dernière contrôle une partie de l’appareil productif . Au Moyen Orient, le nouveau cycle de luttes et de révolutions débouche sur une période de fortes contradictions. La présence réelle des mouvements est confrontée à l’émergence de forces politiques de l’islam confrontées au pouvoir gouvernemental, et à l’instrumentalisation des grandes puissances qui cherchent à compenser la chute de leurs alliés dictateurs en jouant des situations. En Afrique, la course aux matières premières et à l’accaparement des terres et la multiplication des conflits qui en résulte brouille la dynamique économique réelle et la vivacité des mouvements.

En Amérique du Nord, les nouveaux mouvements, *occupy* et carrés rouges, sont confrontés à la violence de la réaction des pouvoirs économiques et à la montée des conservatismes inquiétants.

Confrontés à la nouvelle situation et à la vigueur de la réaction conservatrice, les mouvements déploient une très forte combativité et beaucoup d’inventivité. Ils n’ont pas encore redéfinis les nouvelles formes et les priorités qu’ils veulent accorder à la convergence des luttes internationales. Ils sont conscients de son importance et restent présents dans les espaces existants, notamment dans les forums sociaux, mais sans les investir avec une attention suffisante.

La situation européenne

La crise européenne s’inscrit dans la crise globale. La crise européenne est spécifique sur le plan économique, le différentiel de croissance jouant fortement en sa défaveur, et sur le plan géopolitique. La différenciation de la mondialisation entre les régions du monde joue aussi en Europe. Les situations se différencient suivant les régions européennes entre l’Europe du Nord, l’Europe du Sud, l’Europe de l’Est et la Grande Bretagne. Les bourgeoisie européennes répondent différemment à la crise et s’affrontent. Les mouvements sociaux en Europe doivent tenir compte de la stratégie que met en œuvre leur bourgeoisie pour définir leur propre stratégie. La convergence au niveau du mouvement social européen n’est pas spontanée et est, de ce fait, plus difficile.

En Europe du Nord, et d’abord en Allemagne, la stratégie est de maintenir la place économique dans la mondialisation en renforçant leur industrie. L’industrie ne résume pas la situation économique, mais elle joue un rôle d’entraînement au niveau du commerce extérieur et de l’emploi. L’industrie pèse plus de 22% dans le PIB en Allemagne (contre 12% en France, 6% en Grèce). Le projet de la bourgeoisie allemande est d’asseoir la compétitivité de l’industrie allemande sur la flexibilité. Elle le fait dans le cadre de la cogestion en proposant en échange une relative augmentation des salaires. Le mouvement syndical allemand s’inscrit dans cette cogestion.

En Europe du Sud, la stratégie de ré-industrialisation est plus difficile. La situation dans la concurrence internationale est détériorée et une orientation alternative d’industrialisation sur les marchés intérieurs demanderait 15 à 20 ans et n’est pas facile. Les situations sont d’ailleurs différentes ; en Italie, l’industrie pèse 20% du PIB, la bourgeoisie catalane est proche de la stratégie de l’Europe du Nord. Le capitalisme est plus axé sur les services ; c’est un capitalisme rentier avec des rapports complexes à l’Etat protecteur. Les politiques d’austérité pèsent plus violemment sur les couches sociales défavorisées particulièrement sur celles qui ne sont paas en situation d’emploi protégé. Le maintien dans la zone euro telle qu’elle est gérée se traduit par des taux de 50% de chômeurs chez les jeunes. Le mouvement social est plus fortement mobilisé contre les politiques d’austérité.

La France est dans une situation intermédiaire. Les exportations créent des emplois et l’industrie

française n’est pas dépendante de la concurrence en matière de bas-salaires, la concurrence « low-cost ». La situation dégradée en France résulte de la dureté de l’affrontement avec le patronat qui sous-investit pour garder le contrôle et refuse toute concession avec les salariés. Contrairement au patronat allemand, les patrons français jouent les affrontements au sein des couches populaires, entre salariés protégés et précaires, entre centres-villes embourgeoisés, nouveaux habitants péri-urbains de la classe moyenne, et banlieues ghettoïsées.

En Europe de l’Est les bourgeoisies jouent une stratégie d’industrialisation « low-cost » pour attirer les multinationales. Ils pèsent pour l’orientation néolibérale de l’Europe et soutiennent le libre-échange avec ses trois dumpings : social, environnemental et fiscal.

En Grande-Bretagne, la stratégie est toujours atlantiste : il s’agit de coller aux Etats-Unis. La bourgeoisie anglaise joue l’attractivité monétaire et fiscale. Suite à la crise financière, leur problème est de gérer l’inévitable réduction de la taille financière de leur économie et notamment le poids de la City. Le poids de la finance a doublé en 30 ans ; comme aux Etats-Unis, elle est passée de 3 à 7% du PIB. La bourgeoisie britannique gère ce qu’elle appelle le « deleveredging », la réduction des endettements et des outils spéculatifs. Après la victoire contre le mouvement syndical qui a ouvert l’ère néo-libérale, ils poursuivent la création d’emplois précarisés et sont tentés par une ré-industrialisation « discount » à l’irlandaise.

Les défis des mouvements sociaux européens

La différenciation des situations pèse sur la définition d’une position stratégique commune aux mouvements sociaux et citoyens en Europe. Ces mouvements sont confrontés à trois défis principaux : la précarité, la xénophobie, le projet européen alternatif.

Le premier concerne l’indispensable et très difficile alliance pour les luttes communes entre travailleurs précaires et travailleurs non-précaires. Il y a trente ans, les mouvements sociaux se définissaient à partir des salariés stables. Les précaires pouvaient penser qu’ils pourraient à terme être intégrés dans un système social stable. Aujourd’hui, à l’inverse, la précarité est l’horizon des travailleurs stables.

Le second concerne la montée des idéologies racistes et xénophobes. Elles prolifèrent à partir de la peur et des insécurités sociales, écologiques et civiques. Elles sont alimentées par la dimension symbolique de la crise européenne et par le « désenchantement » qui prolonge le basculement géopolitique du monde. Comment penser son identité quand on sait qu’on ne sera plus au centre du monde ?

Le troisième concerne la définition d’un projet européen alternatif qui se dégagerait du projet européen dominant et de ses impasses et qui traduirait en termes politiques et culturels l’unité du mouvement social européen.

Gustave Massiah, 15 octobre 2012